

2

L'historiographie africaine et ses tendances

Depuis la Seconde Guerre mondiale et surtout depuis l'effondrement des empires coloniaux et l'accession à l'indépendance des peuples d'Afrique, l'histoire est à l'ordre du jour. A ce propos, Hubert Deschamps estime « que l'Afrique a besoin d'historiens pour sauver les sources et les utiliser. Sinon son passé restera encore longtemps livré aux songes fantastiques des romanciers, de polémistes et des poètes ».

L'appel fut entendu et les chercheurs africains en prirent conscience. La preuve est la place de plus en plus grande qu'ils occupent dans la bibliographie de l'histoire africaine. Ces progrès de l'historiographie tiennent à certaines raisons : la formation universitaire des enseignants et chercheurs dans le domaine de la science historique, le souci des jeunes Etats de puiser dans l'histoire des données pour consolider l'unité nationale, les multiples colloques et congrès qui donnent à l'histoire une place privilégiée au nombre des sciences sociales et l'engouement que les Africains de toutes les couches sociales ont eu, de tout temps, pour l'histoire qu'Ibn Khaldun, l'un des précurseurs de la sociologie et de l'histoire modernes, au XIV^e siècle, définit ainsi :

L'histoire est une des disciplines des plus répandues entre les nations et les races. Le vulgaire voudrait la connaître. Les rois, les dirigeants la recherchent à l'envie. Les ignorants peuvent aussi bien la comprendre que les gens instruits.... Elle permet de distraire de vastes publics et de nous faire une idée des différences humaines. Elle fait voir les effets des changements, elle montre comment telle dynastie vient conquérir tel vaste espace de terre, jusqu'au jour où retentit l'appel, lorsque son temps fut révolu (Ibn Khaldun:5).

En revisitant l'histoire, les chercheurs font sortir l'Afrique de la période de silence où l'avait confinée le colonialisme et remettent en cause un certain nombre de certitudes : des tendances nouvelles se manifestent dont l'objectif est de disqualifier l'historiographie impériale et de réhabiliter la conscience historique des Africains. A l'évidence, l'orientation de l'historiographie à laquelle nous aboutissons aujourd'hui est la résultante

d'une rupture épistémologique, de mutations engendrées par l'idéologie anticolonialiste et les luttes de libération. C'est sur la longue durée qu'il importe donc d'évaluer ces ruptures et mutations, d'où l'urgence d'inclure, dans les *curricula* de nos universités, une réflexion critique sur la production historique.

Le facteur externe : la contribution des africanistes à l'essor de l'historiographie

Si l'historiographie africaine est de plus en plus le fait des Africains, il serait malencontreux de ne pas apprécier, à leur juste valeur, les contributions pionnières des historiens européens et nord-américains : lesquelles, dans une large mesure, sont à la fois originales et de grande valeur lorsqu'elles parviennent à se départir de l'idéologie impériale. Ceux-ci sont connus sous le nom « d'africanistes », terme qui est de plus en plus récusé, quand on sait combien retentissant fut le procès de l'orientalisme, depuis bientôt deux décennies. Pour ma part, je retiendrai ce terme d'africaniste, en lui donnant une tonalité plutôt positive, en évacuant les ambiguïtés qui amènent à soulever la question d'une lecture croisée des faits qui font l'histoire africaine. Cette problématique nous conduit à présenter le facteur externe, en d'autres termes, comment une vision de l'étranger a façonné et s'est intégrée à l'histoire africaine, grâce aux témoignages d'africanistes, qu'on pourrait qualifier de bonne foi, à l'inverse d'auteurs dont l'essentiel de l'œuvre tourne autour de l'apologie de la colonisation.

Le regard de l'Europe sur l'Afrique remonte au XVe siècle, avec les récits de voyageurs et explorateurs qui ont consigné des données importantes, traitant des sociétés et cultures de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il faudra cependant attendre les deux dernières décennies du XIXe siècle pour que l'interprétation historique puisse tirer partie d'une documentation archivistique secrétée par l'implantation progressive de l'autorité coloniale.

Dans le domaine des sciences sociales, ce sont les anthropologues qui, les premiers, ont pratiqué le terrain en Afrique, cherchant à comprendre les sociétés et à se familiariser avec les cultures locales. Les géographes et les historiens vont prendre le relais, de plus en plus en collaboration avec leurs homologues africains, mais parfois aussi engendrant des situations antagoniques avec ces derniers, sur la base d'une fracture idéologique, surtout dans la phase ascendante d'une historiographie nationaliste, entre 1955 et 1980.

C'est incontestablement en Grande-Bretagne que les études africaines ont été initiées et ont connu un développement appréciable, bien avant la décolonisation. C'est là que l'historiographie africaine a connu un réel dynamisme, le cadre privilégié étant la fameuse SOAS (School of Oriental and African Studies) qui constitue une véritable Institution au sein de l'Université de Londres.

L'historiographie africaine à la SOAS a connu une orientation féconde, grâce à d'éminents enseignants et chercheurs ayant pour terrain le Nigeria et l'actuel Ghana. L'École anglo-saxonne a produit des spécialistes, dans le domaine de l'histoire, dont les travaux pionniers ont positivement orienté l'historiographie africaine. On retiendra, entre autres, John Hargreaves, avec ses remarquables travaux sur le partage de l'Afrique de l'Ouest, Michael Crowder dont la collaboration avec l'historien nigérian Ajayi fut particulièrement féconde, Chilver et Palmer qui produisirent une étude remarquable des populations du nord-ouest camerounais, Robert Smith et Murry Last dont les ouvrages sur le nord Nigeria et singulièrement le califat de Sokoto font autorité. A cette liste, il importe d'ajouter les remarquables historiens que sont Fagge et Oliver.

Dans les deux Allemagnes, l'historiographie africaine a connu également une réelle impulsion ; cela s'explique sans doute par la nostalgie d'un passé colonial, aussi bref soit-il, et l'existence d'une abondante documentation archivistique, surtout en Allemagne de l'Est, à Postdam ; archives difficiles d'accès pour les Africains, avant la réunification. En Allemagne, c'est l'Université Humboldt qui s'affirme comme un centre privilégié pour les études africaines, sous l'impulsion de Helmut Stoker. En Allemagne de l'Ouest, l'historien qui aura le plus contribué à la connaissance de l'Afrique est Rudin qui a commis un ouvrage remarquable : *Germans in Cameroon*. Au cours des dernières décennies, c'est à Hamburg, porte océane, que l'histoire africaine a connu un réel essor, autour de Leonard Harding qui y anima un séminaire très prisé d'Etudes africaines et qui noua un partenariat fécond avec des universités africaines, notamment de Yaoundé et de Dakar.

Dans l'URSS et dans d'autres pays de l'Europe de l'Est comme la Hongrie et la Tchécoslovaquie, l'intérêt pour les études africaines semble être en rapport avec la stratégie globale de compétition avec les puissances occidentales. A l'Université Lomonosov qui recevait l'essentiel des étudiants étrangers, fut créé un Centre des Etudes Africaines où l'histoire occupa une place de choix. L'École historique polonaise est connue pour ses travaux remarquables sur l'Afrique et son implication dans des sites archéologiques, notamment avec les fouilles de Niani, lieu-capitale présumé de l'empire du Mali. A Varsovie, le Professeur Michal Tymowski s'est imposé par ses travaux sur la ville de Tombouctou, sur le royaume de Kenedougou et singulièrement par son ouvrage sur *l'Armée et la formation des Etats au XXe siècle*. On retiendra pour mémoire que c'est à l'école polonaise que fut formé l'historien-archéologue Alpha Oumar Konaré, devenu par la suite président de la République du Mali. La Tchécoslovaquie également créa un Centre d'Etudes Africaines et Endre Sik publia un ouvrage d'histoire africaine de bonne facture, avec une perspective marxiste-léniniste avérée.

En France, l'intérêt manifesté pour le passé des peuples africains est ancien. Ce passé est évoqué dans de nombreux récits de voyages qui se sont accumulés depuis le XVII^e siècle. Des administrateurs coloniaux se sont également intéressés à l'histoire et ont produit des œuvres remarquables, à l'instar de Maurice Delafosse. Certains d'entre eux se sont reconvertis en universitaires et ont produit des thèses et ouvrages remarquables, à l'instar de Robert Cornevin, Hubert Deschamps et Yves Person. Ce dernier a été particulièrement productif avec sa volumineuse et très riche thèse intitulée « Samory, une révolution Dyula » publiée en 1970 par l'IFAN (Institut fondamental d'Afrique Noire) de Dakar. Ces précurseurs ont été suivis par toute une école de jeunes enseignants et chercheurs dont les thèses et travaux ont porté sur l'Afrique. Parmi les plus remarquables, on peut citer :

- Claude Hélène Perrot, spécialiste des Agni de Côte d'Ivoire. Elle s'est démarquée de l'histoire historisante en se basant largement sur les sources orales.
- Catherine Cocquery-Vidrovitch qui a produit une thèse remarquable d'histoire économique et sociale sur le Congo à l'époque coloniale.
- Marc Michel, spécialiste d'histoire politique et diplomatique, dont les travaux ont porté sur la contribution de l'Afrique pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a commis un ouvrage d'une grande érudition intitulé *L'Appel à l'Afrique*.
- Jean-Louis Triaud, islamologue ; il fut l'un des fondateurs de l'Université de Niamey où il initia des travaux de recherche sur les sociétés musulmanes dans tout l'espace nigérien.
- Jean Suret-Canale occupa dans cette galaxie une place spéciale. Géographe de formation, il s'est investi avec volontarisme dans l'histoire africaine. Il a produit une histoire de l'Afrique en deux volumes, riche de substance, fort didactique et qui a réorienté l'historiographie de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, avec une prise en compte plus grande du facteur économique.

Au nombre des africanistes français, il importe de citer quelqu'un d'atypique, Jean Devisse. Atypique parce qu'il est avant tout un éminent médiéviste. Pour avoir enseigné à l'Université de Dakar au début des années 1960, Jean Devisse s'est lancé dans les études africaines par le biais des fouilles archéologiques sur le site ancien de Tegdaoust-Awdagost. Devisse aura marqué de son empreinte l'historiographie africaine de deux manières : d'abord à travers des dizaines de thèses dont il aura assuré la direction ; ensuite par son implication, aux côtés de Amadou Mahtar Mbow, dans la rédaction d'une Histoire générale de l'Afrique initiée et réalisée par l'UNESCO.

L'historiographie africaine en France a eu pour creuset des structures de recherches appropriées : le CRA (Centre de Recherches Africaines rattaché à l'Université de Paris I), rebaptisé récemment Centre d'Etude des Mondes africains. Le laboratoire Tiers-Monde Afrique rattaché à l'Université Paris VII. Aix-en-Provence où furent localisées les Archives d'outre-mer s'est imposé comme une dynamique centre africaniste. Avec la mise en place de l'IHPOM (Institut d'Histoire des pays d'outre-mer) devenu quelques années plus tard IHCC (Institut d'Histoire et des Civilisations Comparées).

Disons, pour compléter cette recension, que c'est surtout outre-Atlantique, aux USA et au Canada que les études africaines vont prendre un essor spectaculaire dans les années 1960-1970. Cet engouement est en rapport avec les intérêts politiques et stratégiques que l'administration américaine portait sur l'Afrique en ces années de guerre froide et de compétition avec l'URSS.

Il est remarquable qu'aux Etats-Unis, à côté des africanistes de renom comme Philip Curtin (spécialiste de la traite atlantique), c'est surtout parmi les intellectuels nouvellement immigrés que furent recrutés les enseignants et chercheurs travaillant sur l'Afrique. Les plus notables sont : le Nigérian Obichere qui a eu l'honneur de présider la prestigieuse Association américaine pour les études africaines, le Guinéen Lansiné Kaba, le très médiatique historien d'origine tanzanienne, Ali Mazrui, etc.

Du fait de la politique du *Brain drain*, nombreux sont encore les historiens qui quittent l'Afrique pour les Amériques. L'un des plus remarquables de cette nouvelle génération est incontestablement le Kenyan Paul Zeleza. Celui-ci vient de publier récemment un ouvrage remarquable intitulé *Manufacturing African Studies and crisis*. Il jette un regard critique et parfois acerbe sur le comportement intellectuel et éthique de certains africanistes.

Au Canada également, les Etudes africaines ont pris de l'essor, en rapport avec l'intérêt économique et diplomatique de ce pays pour le continent noir. En cela, la *Revue canadienne des Etudes Africaines* s'est imposée par la pertinence et la diversité des articles de haut niveau qu'elle publie. Le Canada aligne aussi une liste honorable d'africanistes au nombre desquels Kanya Forstner, spécialiste de l'histoire coloniale : il aura rédigé une volumineuse histoire de la conquête du Soudan par les Français sans jamais mettre les pieds en Afrique ! On notera le nom de Martin Klein qui a eu pour territoire de recherche le Sénégal et le Mali actuel, avec pour thème majeur l'esclavage.

Depuis bientôt trois décennies, de nombreux centres africanistes se sont développés dans divers pays, avec pour discipline de prédilection l'histoire. Citons à titre d'exemple les Pays-Bas dont le centre des Etudes

Africaines dispose de l'une des plus riches bibliothèques africanistes ; la Norvège où, à l'Université d'Oslo, Finn Fugglestad a initié des recherches fécondes, et à l'Université Tromsø où la coopération avec l'Université de Ngaoundéré au Cameroun a favorisé la rédaction de quelques thèses qui ont, dans une perspective novatrice, enrichi l'historiographie africaine.

Au Japon également, quelques chercheurs se sont investis dans les études africaines, faisant d'Osaka un centre de référence. L'intérêt porte ici avant tout sur les langues africaines et la collecte des traditions orales, ce qui a favorisé une collaboration féconde avec l'historien camerounais Eldrige Mohammadou et l'éminent linguiste japonais Ogushi.

La dynamique interne : conscience historique et construction de l'Etat-nation

L'accession à l'indépendance des peuples africains a mis l'histoire, en tant que discipline d'enseignement et de recherche, au premier plan. Cela est lié à des mutations profondes, d'ordre politique et idéologique. L'historiographie africaine devait, dès lors, mettre l'accent sur les dynamiques internes des sociétés, sur les choix africains, sur les initiatives endogènes, sur l'adaptation et non l'imposition des éléments exogènes. Cela a conduit à une histoire autre, à de nouvelles problématiques, de nouvelles méthodes, et à l'effort pour amorcer une épistémologie conforme à la nouvelle donne.

Au lendemain des indépendances, l'historiographie eut pour cadre essentiel le territoire des Etats nouvellement créés qui, grosso modo, entérinait le « partage colonial » de l'Afrique à la conférence de Berlin de 1884-85. L'histoire fut largement sollicitée, parfois avec des distorsions, pour servir de ciment à de jeunes nations à l'évidence artificielles, car définies par les intérêts et la volonté des puissances européennes. A la négation du passé de l'Afrique a répondu son exaltation. Une historiographie nationaliste émergea au tournant des décennies 1950 et 1960, et eut pignon sur rue jusque dans les années 1980. Cette historiographie est d'abord l'œuvre d'intellectuels formés dans des universités européennes et américaines où ils ont acquis les techniques et la méthodologie de l'histoire, tout en la débarrassant des mythes et préjugés caractéristiques de l'historiographie coloniale.

Les grands empires précoloniaux constituent un argumentaire pour les thèses d'une Afrique ancienne aux structures politiques élaborées, jouissant d'une brillante civilisation et économiquement prospère, et intégrée à l'économie-monde par son ouverture transsaharienne. Quant aux résistants à la conquête et à la domination coloniales, ils sont magnifiés et cités en exemple pour les jeunes générations. C'est dans ce contexte qu'il importe de situer l'avènement d'une nouvelle toponymie : le Soudan français

devenant Mali et la Gold Coast rebaptisée Ghana, dans l'élan des leaders nationalistes de mettre une parenthèse à la période coloniale, par une sorte de pèlerinage aux sources, à la recherche de bases, de référentiels symboliques à une conscience nationale apte à transcender les clivages réels dans des Etats artificiels regroupant des groupes ethniques divers.

Au lendemain des indépendances donc, de jeunes enseignants et chercheurs, revenus de l'ancienne métropole pour contribuer à l'effort de « construction nationale », s'engagèrent avec enthousiasme au travail d'écriture d'une histoire autre. La tâche fut plus aisée dans les anciennes colonies britanniques où la politique de *l'Indirect Rule*, pragmatique, avait davantage préservé et respecté les sociétés et civilisations africaines. Les ouvrages et manuels d'histoire, en usage au Nigeria, accordent certes un statut prestigieux aux acteurs de la conquête tel Lord Lugard, mais ne reflètent aucune idéologie aliénante. Au Nigeria tout comme au Ghana, la ligne de fracture fut moins abrupte entre l'historiographie coloniale et l'historiographie nationale ; et la controverse fut plus apaisée. Des efforts réels furent accomplis pour rédiger des monographies, surtout en pays yoruba où existe une ancienne et vivace tradition historiographique. C'est à Ibadan, de façon relativement précoce, que fut réalisé un ouvrage collectif d'histoire d'envergure nationale : *Ground work of Nigerian History*. Le Ghana, à l'initiative de Nkrumah, accorda une place de choix à l'histoire nationale, mais en intégrant l'idéal panafricaniste incarné par Dubois qui, on le sait, avait choisi le « retour » et élu domicile à Accra.

Il en fut différemment dans les anciennes colonies françaises soumises à la politique de domination, avec une forte velléité d'assimilation des populations indigènes. Dans cette optique, l'histoire avait été largement sollicitée, à telle enseigne que la mémoire des écoliers était rabattue par cette contre-vérité historique (Moumouni 1972:168) : « Nos ancêtres les Gaulois, chantons les chefs si braves qui prirent Samory ! Plus de fer, plus d'esclaves, à nos vainqueurs merci ». La réplique de l'historiographie nationaliste fut cinglante et une polémique et des controverses envenimèrent parfois les rapports entre les africanistes français et leurs collègues africains.

L'écriture d'une histoire autre fut largement soutenue par les autorités gouvernementales. Celles-ci étaient conscientes que l'œuvre de construction nationale nécessitait de développer, au sein des populations, une conscience historique par le rappel d'un passé qu'on s'évertua à rendre glorieux ; il fallait, en d'autres termes, évacuer les traumatismes de l'historiographie coloniale. Les diverses conférences des ministres africains de l'Education nationale, organisées depuis 1960, encouragèrent la publication d'ouvrages et de manuels. Dans cette mouvance, chaque pays fut soucieux de disposer d'une « histoire nationale ». Il en fut ainsi, dès

1961, du Cameroun qui fut crédité d'une histoire nationale, d'un ouvrage de bonne facture, rédigé par le R. P. Engelbert Mveng. En 1987, V. J. Ngo complètera l'œuvre de E. Mveng avec un manuel plus ramassé, fort bien documenté : *Cameroon 1884-1985. A Hundred years of history*. Il en fut de même pour divers autres pays, l'histoire nationale continuant à occuper le terrain plusieurs années durant.

Dans cette optique est parue récemment (1997-2005) une *Histoire des Togolais* (non pas du Togo) en trois volumes.¹ Œuvre remarquable, née de la collaboration entre l'Université de Paris I Sorbonne et l'Université de Lobem. L'objectif des auteurs de cette œuvre collective est de procéder à une relecture de l'histoire des peuples du Togo et d'aller bien au-delà du travail pionnier de Robert Cornevin. L'un des mérites de cette histoire des Togolais est d'avoir privilégié une approche synchronique qui regroupe les éléments en grandes périodes historiques. L'objectif, noble au demeurant, est d'amener les Togolais à se sentir solidaires, à se tolérer en dépit des différences. On voit donc comment l'histoire en Afrique est toujours sollicitée et joue un rôle pédagogique majeur. L'histoire nationale reste ainsi à l'ordre du jour, et l'exemple togolais devrait faire des émules. Au Cameroun, les historiens de quatre universités d'Etat travaillent depuis bientôt quatre ans à la rédaction d'une histoire du Cameroun, avec une orientation et des problématiques novatrices, ouvrage qui prolongerait et complèterait le travail pionnier d'Engelbert Mveng.

C'est surtout dans le cadre de la rédaction des manuels scolaires que les efforts ont été louables, en rapport avec la conférence des ministres de l'Éducation nationale des pays africains d'expression française, à Tananarive, en 1965, qui prit une résolution pour une africanisation des programmes d'histoire. Ce fut un créneau porteur où s'investirent de nombreux historiens. D. T. Niane et Jean Suret-Canale, tous deux enseignants en Guinée-Conakry, commirent une remarquable *Histoire de l'Afrique occidentale dès 1961* ; en 1966, S. M. Cissoko publia, aux Editions Présence Africaine, une *Histoire de l'Afrique occidentale* de très bonne facture, bien illustrée et didactique, dans laquelle la part belle revint aux Empires du Soudan occidental : Ghana, Mali, Songhay. I. B. Kaké et Y. Maquet publièrent, en 1975, une *Histoire de l'Afrique centrale* qui combla un vide, dans une région où les spécialistes n'étaient pas encore nombreux.

Un effort louable pour l'africanisation des programmes d'histoire fut effectué par l'AUDECAM (Association Universitaire pour le Développement de l'Éducation et de la Culture en Afrique et à Madagascar), basée à Paris. En 1965, elle réunit les meilleurs spécialistes en la matière pour l'élaboration de fiches pédagogiques destinées à donner une orientation tout à fait nouvelle à l'enseignement de l'histoire dans les lycées et collèges. C'est cette initiative qui donna naissance à de remarquables manuels de la

collection Hatier, sous la direction de A. M. Mbow, J. Ki-Zerbo et J. Devisse ; une véritable révolution qui eut le mérite d'intégrer, dans la didactique de l'histoire, les produits de la recherche dans les universités. Cette mise en synergie de la recherche et de l'enseignement de l'histoire en Afrique fut profitable et donna à cette discipline une place de choix dans les programmes, en même temps qu'un intérêt avéré de la part des élèves.

Ainsi donc, en Afrique de l'Ouest tout comme en Afrique centrale, la « nation » constitua le cadre qui orienta de façon durable la théorie et la praxis historiennes. Mais près d'un demi-siècle après les indépendances, l'historiographie nationaliste n'aura pas joué pleinement son rôle dans le processus d'unification et de développement. Les frontières des Etats constituèrent plutôt des barrières sclérosantes pour la conception et l'élaboration d'une historiographie nouvelle, transcendant les frontières imposées à la Conférence de Berlin de 1884-1885.

De l'histoire nationale à l'histoire régionale

Des historiens européens qui ont eu l'Afrique de l'Ouest ou l'Afrique centrale pour territoire de recherche ont fait très tôt œuvre utile en proposant des synthèses régionales qui se démarquent du cadre étiré de chaque colonie. Les résultats auxquels ils sont parvenus méritent respect et considération. Il en est ainsi du remarquable ouvrage de Raymond Mauny : *Tableau géographique de l'Ouest africain au Moyen-Âge*, véritable chef d'œuvre qui fait encore autorité en matière d'historiographie africaine.

En collaboration avec Ade Ajayi, l'historien britannique Maechel Crowder a produit en deux volumes une synthèse de très bonne facture, *History of West Africa* ; on relèvera néanmoins quelques lacunes préjudiciables à son autorité : en premier lieu, une présentation des sources de l'histoire africaine manque, ce qui est regrettable. En outre, les deux tomes parus respectivement en 1972 et 1974 nous donnent l'état des connaissances en 1965-66 ; cela se comprend dans une certaine mesure, la guerre civile au Nigeria ayant retardé la parution de l'œuvre. Par ailleurs, certains chapitres, comme celui de Suret-Canale sur la côte atlantique, livrent des connaissances déjà remises en cause par des recherches en cours.²

L'ouvrage dirigé par Hubert Deschamps, fruit du travail assidu de vingt africanistes, paru aux Presses Universitaires de France en 1970 en deux tomes, est une synthèse à la fois pertinente et honnête. Cette *Histoire générale de l'Afrique noire* traite abondamment de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale. Le premier tome examine le milieu naturel, les sociétés et des cultures, les sources de l'histoire africaine et brosse un tableau de cette histoire des origines à 1800. Le second tome porte sur les XIXe et XXe siècles et fournit un panorama riche de l'histoire du continent, de

l'intrusion européenne à l'ère des indépendances. Cet ouvrage constitue un document de référence utile à tout chercheur en histoire africaine. Il innove en matière de périodisation en disqualifiant les divisions classiques : Antiquité, Moyen-âge, Temps modernes, Epoque contemporaine, chaque collaborateur de cet ouvrage collectif s'étant efforcé d'adopter une périodisation qui cadre avec les réalités spécifiques à la région étudiée.

Concernant l'Afrique centrale, on doit tout d'abord se demander ce que cette notion recouvre en histoire. Quelles sont les manifestations concrètes historiques d'une éventuelle région qui serait l'Afrique centrale ? Le choix implique-t-il un aspect géographique, géopolitique, culturel ou linguistique ? Enfin quel espace assigner à l'Afrique centrale en matière d'historiographie ? Ce questionnement se pose avec acuité. L'ouvrage de David Birmingham *History of Central Africa* (Birmingham, Cantesbury et Martin 1990), qui couvre une douzaine d'Etats africains, examine certaines de ces questions. Sa lecture pose avant tout le crucial problème de la délimitation de l'Afrique centrale qui, depuis la fin du XIXe siècle, fait l'objet de controverses. Birmingham, en concevant cet ouvrage, a voulu faire tomber les barrières linguistiques entre Afrique centrale britannique, lusophone et francophone. L'un des mérites est l'approche méthodologique, fondée sur des modules d'intégration des différents courants d'influence (atlantique, transsaharienne et de l'Océan indien). L'ouvrage demeure par ailleurs essentiellement une synthèse orientée vers l'histoire économique.

C'est dire donc que pour l'Afrique centrale, il y a bien des lacunes à combler, dans la perspective d'une histoire régionale. Il y a place pour une synthèse nouvelle, aux dimensions plus modestes, qui élargirait la perspective d'approche, en dépassant la vision trop économiste de l'histoire, pour intégrer les dimensions politiques, sociales, culturelles et religieuses et qui, en ce qui concerne les problématiques, privilégieraient les dynamiques internes des peuples africains.³

Notes

1. *Histoire des Togolais*, Vol. I, 1997, Des origines à 1884, tome I, vol. I, 2005, De 1884 à 1960, vol II, tome II, De 1884 à 1960. Ouvrages publiés sous la direction de N. L. Guyibor, aux Presses de l'Université de Lomé.
2. Voir l'excellent compte rendu du vol. I par Yves Person, in *International Journal of African historical studies*, vol. 6, n°1, Boston University, pp. 163-169.
3. Un projet de rédaction d'une histoire de l'Afrique centrale a été élaboré en 1992 sous l'égide de l'UNESCO par un groupe d'historiens de la CEMAC regroupant le Tchad, le Cameroun, le Gabon, le Congo et la Guinée Equatoriale. Projet qu'il importe de relancer.